
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49869

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

naturellement impossible de résumer ici une quarantaine de contributions, d'ailleurs assez disparates, dont les auteurs proviennent de pays aussi divers que le Japon ou les USA, la Pologne ou la Finlande. Cette diversité fait d'ailleurs l'intérêt du livre.

La section consacrée à la »Préhistoire de la Seconde Guerre Mondiale« remonte jusqu'aux plans d'opération de la marine de guerre impériale avant 1899 . . . Il faut surtout y relever deux contributions sur l'image de l'Allemagne en Europe orientale à l'époque de Weimar et sur l'image de Hitler dans le »Times« de 1923 à 1933, ainsi que différentes études concernant les relations politiques et économiques de l'Allemagne avec ses différents voisins (sauf la France!).

La partie consacrée à »la Deuxième guerre mondiale et à ses suites« est essentiellement consacrée aux problèmes historiographiques. Voir surtout la très intéressante contribution d'A. HILLGRUBER, sur le »défi« de l'historiographie est-allemande à celle de RFA.

Vient ensuite une série d'articles consacrés à différents aspects du national-socialisme: idéologie (images de la guerre, de l'Histoire . . .), politique de peuplement en Pologne, Résistance allemande . . . A noter aussi et surtout deux intéressantes études comparatives entre national-socialisme, franquisme et Japon des militaires, par une Germano-Espagnole et un Japonais.

Cinq petites études fort diverses traitent de problèmes socio-économiques, (avec entre autres une contribution japonaise sur la »féodalisation« de la grande bourgeoisie allemande); puis le volume s'achève sur différentes réflexions concernant l'orientation occidentale de la République Fédérale. La véritable conclusion figure d'ailleurs en introduction; elle est due à H.-A. JACOBSEN, comme il se devait pour un ouvrage tourné vers la politique étrangère, et traite du délicat problème de la »continuité« dans l'histoire contemporaine allemande. Conclusion fort prudente sur »une image très différenciée associant la conservation, le changement et de multiples amorces nouvelles . . .«

Louis DUPEUX, Strasbourg

Martin SCHUMACHER, Land und Politik. Eine Untersuchung über politische Parteien und agrarische Interessen 1914–1923, Düsseldorf (Droste) 1978, 589 p. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 65).

Cette intéressante étude analyse l'attitude des diverses forces politiques face aux problèmes agraires dans les années troublées et incertaines où la défaite militaire et la menace révolutionnaire ébranlent en profondeur la société allemande. L'auteur a effectué un travail considérable de dépouillement dans de nombreux fonds d'archives, publics et privés, il en a tiré une foule d'informations précises et il a recueilli dans les discours, les publications et les correspondances une abondante moisson de citations expressives. Il connaît aussi fort bien la copieuse bibliographie qui existe déjà sur la période. Son intérêt se dirige par priorité sur les doctrines et sur les stratégies: il passe en revue avec soin articles, brochures et livres et expose clairement les positions opposées dans chaque contro-

verse. Mais la vie des organisations n'est pas négligée, ni la personnalité des hommes: le portrait de ceux-ci est esquissé en termes évocateurs, parfois un peu secs il est vrai, avec un souci constant d'objectivité et de compréhension.

La lecture de l'ouvrage est malheureusement quelquefois gênée par la complexité de sa composition. Le plan est articulé en trois parties qui reprennent successivement l'ensemble du thème: d'abord selon la perspective de l'évolution chronologique globale, puis selon l'éventail des grandes questions posées, enfin selon la grille des courants politiques. Cette démarche comporte bien des redites et entraîne certains retours en arrière qui déconcertent. On peut regretter également que l'attention privilégiée portée aux partis laisse un peu trop dans l'ombre les associations professionnelles de l'agriculture. Si celles-ci sont certes beaucoup citées, on souhaiterait un rappel plus explicite et plus développé de leurs caractères et de leur action. Tel quel, ce travail n'en apparaît pas moins d'une grande richesse et il s'achève sur une conclusion d'une particulière fermeté. Dégageons ici quelques lignes directrices.

Quel a été le choc de la Révolution de novembre sur les campagnes allemandes? Plusieurs auteurs ont déjà évoqué le sujet, notamment Hans-Jürgen Puhle dans ses travaux sur agrarisme et Heinrich Muth dans son excellent article «Bauern- und Landarbeiterräte 1918» (*Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 1973, p. 1-38). Dans des pages vivantes, Martin Schumacher suit pendant les journées critiques les initiatives du *Kriegsausschuß*, devenu *Reichsausschuß*, qui rassemble les associations agrariennes («die fähigste agrarische Gruppe im Umbruch»). Il raconte ainsi l'entrevue décisive de ses délégués avec les deux commissaires du peuple Scheidemann et Dittmann au soir même du 11 novembre. L'urgence est d'assurer le ravitaillement des villes, alors que les anciennes structures se disloquent. Les représentants de l'agriculture promettent de faire tout leur possible mais insistent sur le maintien de l'ordre public, condition indispensable à leurs yeux de la poursuite des approvisionnements. Et de fait une entente implicite se conclut en ce sens: Martin Schumacher estime, à la différence de Heinrich Muth, que les agrariens ont dès lors sauvé l'essentiel de leur influence. Le 25 novembre, un accord complémentaire avec les syndicats d'ouvriers agricoles (qui vont connaître temporairement une ample croissance numérique) prévoit la coopération des chefs d'exploitation et des salariés dans un conseil central des paysans et des ouvriers agricoles. L'année 1919 laisse subsister de part et d'autre bien des inquiétudes: inquiétudes économiques du côté du nouveau gouvernement, qui ne cesse de presser les agriculteurs de produire, comme les Alliés de mettre fin au blocus; inquiétudes sociales du côté des dirigeants professionnels, qui cherchent à canaliser l'effervescence en encadrant les conseils paysans qui se constituent localement, puis à y mettre fin par la formation d'organisations de défense, les *Landbünde* (qui fusionneront à la fin de 1920 avec le *Bund der Landwirte* dans le *Reichslandbund*). Mais, avec le recul du temps, il apparaît que l'entente de novembre 1918 a été déterminante pour bloquer l'éventualité d'une Révolution agraire. Le parti socialiste met totalement entre parenthèses le dogmatisme agraire qu'il avait adopté à Breslau en 1895 au terme de la controverse racontée par Hans Georg Lehmann dans son «Agrarfrage» (Tübingen, Mohr, 1970). De la crise, il ne reste que deux mesures de portée limitée: la sup-

pression de la législation discriminatoire du salariat agricole par l'«ordonnance provisoire» du 24 janvier 1919 et la loi de colonisation du 11 août, inspirée par l'expert conservateur Max Sering beaucoup plus que par le socialisant Franz Oppenheimer et peu appliquée en fait par suite des difficultés financières.

Un autre problème se pose cependant au pouvoir: doit-on et peut-on maintenir le système de réglementation imposé aux producteurs agricoles pendant la guerre? Le lecteur français relève ici le parallélisme de l'évolution avec celle qu'il observe dans son pays: avec une différence de degré, car le gouvernement de Berlin a été conduit par les circonstances à une intervention plus contraignante encore que celui de Paris. Les agriculteurs l'ont supportée avec impatience pendant la guerre; la paix retrouvée, ils veulent voir rétablir le plus rapidement possible la liberté du marché et leurs organisations expriment cette revendication avec une insistance soutenue. Les responsables politiques tâtonnent, car ils craignent que des décisions précipitées ne compromettent le ravitaillement; mais il est remarquable qu'en ce domaine aussi les dirigeants socialistes ne se montrent nullement doctrinaires: pendant l'année 1919 ils consentent quelques aménagements. La pression des exploitants l'emporte un peu plus tard, et par étapes: le marché de la pomme de terre est libéré en septembre 1920, celui de la viande en octobre, celui du lait en avril 1921, celui du pain à l'été de 1923, par des dispositions à peu près contemporaines des dispositions françaises analogues.

Relevons enfin, dans une optique plus générale, comment la nécessité de nourrir la population contribue au renforcement de la centralisation. Avant 1914, il n'existe pas de ministère de l'Agriculture au niveau du Reich, seulement au niveau des Etats. La guerre a entraîné un remodelage de structure. Dès le 4 août 1914, le Bundesrat a reçu une fonction de coordination, mais c'est seulement au printemps de 1916 qu'a été créé le *Kriegsernährungsamt* non sans quelques frictions avec le ministère de l'Agriculture de Prusse. Cet organisme prolonge son action après novembre 1918 sous la direction de secrétaires d'Etat socialistes, Emanuel Wurm puis Robert Schmidt, tandis qu'Otto Braun occupe le ministère prussien. Lors de son putsch, Kapp (qui a été lui-même fonctionnaire de l'Agriculture) remplace celui-ci par le baron de Wangenheim, le grand homme du *Bund der Landwirte*, mais la bureaucratie refuse de coopérer. Après la restauration de la légalité, Andreas Hermes, un expert proche du Centre catholique, prend pour la première fois la responsabilité d'un ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement au niveau du Reich. Sa nomination marque, dit l'auteur, «die agrarpolitische Zaesur der Nachkriegszeit». Il exerce deux ans ses fonctions, avant de passer aux Finances, fonde l'institution et préside à la libéralisation. Il combine heureusement compétence, autorité et souplesse diplomatique: contre l'hostilité de certains socialistes, il sait s'appuyer sur des conférences régulières des ministres de l'Agriculture des Etats. Cette forte personnalité, qui souhaite «l'étroite collaboration indispensable de la paysannerie chrétienne avec le régime nouveau», deviendra le leader de l'agrarisme catholique et sera, après la parenthèse du totalitarisme nazi, l'un des principaux initiateurs de la fondation du *Deutsche Bauernverband (DVB)* et de la reconstitution du *Deutsche Raiffeisenverband*. Les observations de Martin Schumacher complètent ici utilement la biographie antérieure de Heide Barmeyer.

Pierre BARRAL, Nancy